

PROJET DE LOI DE FINANCES 2019 : DE LA CONSTANCE DANS L'IMPASSE ECONOMIQUE

Après une première année passée à servir les intérêts des « premiers de cordée » notamment en diminuant la fiscalisation sur le capital, le projet de loi de finances pour 2019 s'attaque de front aux « derniers de corvée ». Dans un contexte d'inflation élevée sans effet de rattrapage sur les salaires, augmenter toujours plus le coût de la fiscalité énergétique sans compensation ou encore désindexer certaines prestations sociales sont des mesures qui, en plus de porter atteinte au pouvoir d'achat d'une partie des ménages, vont contribuer à augmenter les inégalités entre ceux-ci, des inégalités que les mesures fiscales du PLF 2018 auront déjà largement contribué à faire repartir à la hausse.

Pour autant, ce sont toujours les mêmes qui se retrouvent épargnés : 140 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises sans conditionnalité en matière d'emplois, couplés à la transformation du CICE en allègement de cotisations, avec pour conséquence et ligne de mire l'affaiblissement du financement de la Sécurité sociale collective.

Alors que le besoin se fait toujours plus criant d'un véritable Etat stratège porteur d'une vision pour les politiques d'emploi, industrielles, environnementales et d'innovation, le PLF 2019 illustre à nouveaux le choix de la rigueur et de la destruction.

Force Ouvrière dénonce l'ampleur de l'austérité annoncée en matière de dépenses publiques : 4164 postes de fonctionnaires supprimés en 2019, 20 % de crédits en moins pour la mission Travail et Emploi via notamment la nouvelle baisse du nombre de contrats aidés, 7 % de crédits en moins pour la mission Cohésion des territoires via la réforme du mode de calcul des aides personnelles au logement. Il fallait bien ça pour assurer 20 nouveaux milliards de baisse de prélèvements obligatoires aux entreprises et contenter Bruxelles ... Un prix bien élevé pour une impasse économique.

Paris, le 25 septembre 2018

Nathalie HOMAND, Secrétaire confédérale
Département de l'Economie et du Service public
nhomand@force-ouvriere.fr – 01 40 52 84 47

Pascal PAVAGEAU, Secrétaire général
sg@force-ouvriere.fr – 01 40 52 86 01